

La Voix de l'Opposition de Gauche

DOCUMENT

A combien est estimée notre planète ? Voici la vraie valeur de la nature - latribune.fr 15 septembre 2020

ANALYSE. Les gouvernements et les entreprises ne parviennent pas à mesurer, à enregistrer ou à tenir compte du capital naturel ou de la justice sociale dans leurs budgets ou leurs bilans. Si les pays et les entreprises accordaient la priorité à la nature, ils pourraient générer 10.100 milliards de dollars de valeur commerciale annuelle et créer 395 millions d'emplois d'ici à la fin de 2030. Pour le Forum Economique Mondial (WEF), nous devons construire des économies qui fonctionnent pour les gens et pour la planète. Par Alexia Semov, Spécialiste, Rapport sur la Nouvelle Economie de la Nature, WEF et Rebecca King, Responsable Financements pour la Nature, WEF (*).

Le produit intérieur brut (PIB) mondial a quadruplé depuis 1970, permettant d'immenses progrès et sortant des milliards de personnes de la pauvreté. Cependant, la productivité matérielle, définie comme le PIB par rapport aux intrants matériels et énergétiques, stagne depuis le début du siècle, liant toute augmentation de la croissance économique à une augmentation équivalente de l'extraction des ressources.

Une économie mondiale alimentée par la consommation n'est pas durable. On estime que 23% du PIB mondial et 16% de l'emploi proviennent de l'extraction, de la production, de la fabrication et de la production d'énergie et de matériaux. Nos pratiques intenable s'étendent également à la production, à l'approvisionnement et à la consommation alimentaires. Des sols sains, par exemple, sont à la base de notre production alimentaire. Mais avec un tiers de nos sols dégradés, la sécurité alimentaire dans le monde est menacée. L'agriculture est responsable de plus de 80% de la déforestation et, dans le même temps, 35% des denrées alimentaires produites sont soit gaspillées, soit perdues. Les structures économiques et sociétales que nous avons mises en place poussent les frontières planétaires vers des points de basculement. Il est temps qu'elles changent.

Il ne sera pas facile de revenir en arrière, mais les gouvernements, les entreprises, les scientifiques, la société civile et les citoyens doivent s'unir pour prendre dès maintenant des mesures transformatrices.

Reconnaître les iniquités structurelles de notre système

La Banque mondiale estime que les bénéfices générés par l'exploitation des ressources non renouvelables - combustibles fossiles et minéraux - ainsi que par la surexploitation des forêts contribuent à eux seuls à 2,5% de la production économique mondiale, soit 2.200 milliards de dollars. Toutefois, dans les pays à faible revenu, cette part atteint 10,7% du PIB, certains pays comme la République du Congo devant consacrer 54,9% de leur PIB à l'extraction de ces ressources. Au lieu de déployer ces revenus de la nature pour développer des institutions et un capital humain à long terme, on constate souvent qu'ils sont liés à l'augmentation des conflits, à la corruption et à la faiblesse des démocraties.

Les pays à revenu élevé ont une consommation dont l'empreinte matérielle est plus de treize fois supérieure à celle des pays à faible revenu. Par exemple, en Afrique subsaharienne, 53% de la population n'a toujours pas accès à l'électricité. Cependant, les pays en développement supportent de manière disproportionnée les coûts de l'utilisation et de l'exploitation des ressources naturelles.

En ce qui concerne le changement climatique, ce sont les populations marginalisées et vulnérables qui bénéficient le moins de la grande accélération économique et qui souffriront le plus de ses conséquences.

Les pays à faibles émissions de carbone, comme le Tchad, souffrent déjà de pénuries alimentaires plus fréquentes et plus graves, de tempêtes et d'inondations qui menacent les moyens de subsistance de millions de personnes. L'injustice climatique frappe plus durement les pays du Sud, mais elle a également des répercussions sur les populations marginalisées des pays à revenu élevé. Lors de l'ouragan Katrina, plus de 80% des maisons perdues aux États-Unis appartenaient à des Noirs défavorisés.

Mais les gouvernements et les entreprises ne parviennent pas à mesurer, à enregistrer ou à tenir compte du capital naturel ou de la justice sociale dans leurs budgets ou leurs bilans.

Construire un nouveau modèle économique qui soit positif pour la planète et les gens

Des acteurs progressistes du monde entier ont déjà commencé à prendre des mesures en faveur de l'objectif « zéro émission nette » et d'une économie positive pour la nature qui contribueraient à la construction de sociétés plus équitables et plus résistantes.

Pour construire ce nouveau modèle économique, il faut d'abord reconnaître et prendre en compte notre impact et notre dépendance vis-à-vis des actifs et des services de la nature dans le cadre plus large de l'économie mondiale et du développement durable. Des initiatives telles que la Task Force for Nature-related Financial Disclosures (TNFD) et le protocole sur le capital naturel visent à soutenir ce premier élément de base et gagnent déjà du terrain.

Deuxièmement, les gouvernements et les entreprises doivent également reconnaître l'énorme potentiel qu'offre le fait d'investir dans la nature plutôt que de l'épuiser. Le groupe d'action des PDG pour le "European Green Deal" est un bon exemple de l'engagement du secteur public et privé en faveur de ce type de modèle de croissance. Si les pays et les entreprises accordent la priorité à la nature, ils pourraient générer 10.100 milliards de dollars de valeur commerciale annuelle et créer 395 millions d'emplois d'ici à la fin de 2030.

Le Vietnam, par exemple, a investi 9 millions de dollars pour restaurer les mangroves le long des côtes de 166 communes ainsi que les digues, réduisant ainsi de plus de 15 millions de dollars le coût des dommages causés par les événements extrêmes. Les communautés côtières du Vietnam ont vu leur rendement par hectare de produits aquacoles augmenter de 210 à 789% suite aux investissements dans les mangroves.

Enfin, pour tenir une telle promesse, nous devons veiller à ce que la transition que nous entreprenons soit juste. Des investissements importants seront nécessaires, en particulier dans les communautés et les pays à faibles et moyens revenus, qui comprennent souvent les habitats les plus menacés. Ces pays connaissent déjà une forte contraction de leur production alors que les efforts de secours et de redressement dus à l'épidémie de COVID-19 exigent une augmentation massive des dépenses.

Pour éviter que les investissements favorables à la nature ne soient mis en veilleuse dans ces pays, il faudra des modèles et des instruments de financement innovants, tels que les "échanges dette-nature", en plus du soutien des gouvernements des pays à revenu élevé pour aider les communautés vulnérables dans leur transition vers un avenir meilleur.

Nous sommes à un moment critique pour l'avenir de l'humanité. Le moment est venu de traiter l'urgence écologique comme telle et de mobiliser la solidarité, le courage et le leadership

nécessaires pour que ce changement se produise. Un chemin vers le zéro émission nette, positif pour la nature, est la seule option pour notre survie économique et planétaire.

(*) Par Alexia Semov, Spécialiste, Rapport sur la Nouvelle Economie de la Nature, Forum Economique Mondial et Rebecca King, Responsable Financements pour la Nature, Forum Economique Mondial.